

Brochure n° 3233

Convention collective nationale

IDCC : 1405. – **EXPÉDITION ET EXPORTATION
DE FRUITS ET LÉGUMES**

■ *Journal officiel* du 18 juillet 2009

Arrêté du 10 juillet 2009 portant extension d'avenants à la convention collective nationale des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes (n° 1405)

NOR : MTST0916257A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 24 avril 1986 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 15 décembre 2008, portant extension de la convention collective nationale des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes du 17 décembre 1985 et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'avenant du 12 septembre 2008 modifiant l'annexe 3 de la convention collective nationale, relatif au régime de prévoyance du personnel non cadre, à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant du 17 octobre 2008, relatif à la prévoyance, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 13 mars 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 3 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes du 17 décembre 1985, modifié par l'avenant n° 3 du 7 février 1995, les dispositions de :

- l'avenant du 12 septembre 2008 modifiant l'annexe 3 de la convention collective nationale, relatif au régime de prévoyance du personnel non cadre, à la convention collective susvisée ;
- l'avenant du 17 octobre 2008, relatif à la prévoyance, à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application de la procédure légale de révision.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBRELLE

Nota. – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/4, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.